



S'abonner

Société

« Les Illusionnistes » : le livre noir des radicaux verts

EXCLUSIF. Deux journalistes du « Point », Géraldine Woessner et Erwan Seznec, publient « Les Illusionnistes » (Robert Laffont), une enquête choc sur ceux qui dévoient l'écologie.

Par Clément Pétreault

Publié le 19/09/2024 à 16h30

S'abonner sans engagement



« Les Illusionnistes » : le livre noir des radicaux verts © Xavier Gorce pour « Le Point »

Temps de lecture : 2 min

    

Il faut sauver l'écologie des écologistes ! Tel pourrait être le sous-titre du formidable ouvrage que publient cette semaine deux journalistes bien connus des lecteurs du *Point*, Géraldine Woessner et Erwan Seznec. Cette enquête passionnante, *Les Illusionnistes* (Robert Laffont), devrait devenir le livre de chevet obligatoire du prochain ministre de l'Écologie. Il (ou elle) y découvrira comment, en Allemagne, le démantèlement de la filière nucléaire a été orchestré sur la base de fausses études ; comment, en France, on subventionne un chauffage au bois prétendument écolo qui pollue davantage que bien des voitures diesel ; comment

l'industrie du bio a organisé une psychose collective contre l'agriculture conventionnelle ; comment les gaziers russes ont financé le discours antinucléaire ; comment des ONG au budget inconnu cherchent à enrayer tout progrès technologique ; ou encore comment la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a érigé la violence en moyen légitime de combat contre des projets pourtant validés par des processus de délibération démocratique.

À lire aussi : P. **« Les Illusionnistes » ou comment créer la pénurie au nom de l'écologie**

Ceux qui verront dans ce livre une charge anti-écologie se trompent lourdement. Il s'agit au contraire de libérer l'écologie de l'emprise et des mystifications de quelques activistes et autres diseurs de mauvaise aventure en mal de notoriété. Sans cet inventaire nécessaire, il ne peut y avoir de pensée critique de l'écologie politique. Et, sans pensée critique, il ne peut y avoir de politique efficace pour lutter contre le réchauffement climatique. Celle-ci doit être guidée par les faits et non par les croyances.



© Xavier Gorce pour « Le Point »

Au *Point*, nous avons de la chance : ces deux journalistes appartiennent à une espèce rare, celle des plumitifs *« sans a priori négatif sur le nucléaire civil et l'agriculture conventionnelle, plutôt confiants envers l'innovation et la technologie, sans illusion sur la sincérité des engagements citoyens des multinationales, mais dénués de tout penchant antilibéral ou anticapitaliste »,* écrivent-ils. Dit autrement : ils ne sont pas décroissants, une incongruité suffisante aujourd'hui pour voir se dresser un nombre effroyable d'ennemis dans des sphères militantes travaillées par la technophobie, l'anticapitalisme et la recherche de pureté morale. Enfin une enquête (garantie sans moraline de synthèse) sur la cause la plus juste et la plus mal défendue de l'époque ! Pour que l'écologie ne devienne pas un simple business de la peur.

Extraits



© SP

***Les Illusionnistes*, de Géraldine Woessner et Erwan Seznec (Robert Laffont, 440 p., 21,90 €).**

Jouer sur la peur de l'apocalypse nucléaire

Les Amis de la Terre France, dont les statuts sont déposés le 11 juillet 1970, s'installent quai Voltaire, au cœur du 7e arrondissement de Paris, dans des locaux prêtés par le fondateur du Centre de formation des journalistes (CFJ). L'organisation, qui sera la véritable matrice de l'écologie politique en France, épouse immédiatement la ligne de son fondateur américain et des industriels qui l'ont financée : décroissance, lutte acharnée contre le nucléaire, et contre la surpopulation. Sa priorité absolue est de traduire, et de faire publier chez Fayard dès 1970, le terrible livre de Paul Ehrlich, La Bombe P, alertant de la fin imminente de toute civilisation. Et très rapidement, elle oriente ses actions locales contre le nucléaire, alors que les chantiers des premiers réacteurs français viennent de commencer. À Fessenheim, notamment – près de la frontière allemande. […] Dans les années qui suivent, les campagnes de protestation contre le développement du parc nucléaire s'accentuent. Greenpeace est créé en 1971 par des amis de David Brower, eux aussi des anciens du Sierra Club. Les actions spectaculaires, comme les marches rassemblant souvent des milliers de personnes, attirent les médias, qui donnent un écho formidable à la contestation. Le magazine *La Gueule ouverte,* journal de référence de la mouvance écologiste, annonce régulièrement la fin du monde dans une apocalypse nucléaire.

En juillet 1977, une violente manifestation contre le projet de surgénérateur Superphénix, qualifié d'« Auschwitz nucléaire » par la presse écolo, dégénère, faisant une victime. De climat, il n'est toujours pas question… En 1965, pourtant, un rapport scientifique alertant des effets prévisibles de l'accumulation de CO_2 dans l'atmosphère avait été remis au président Lyndon B. Johnson… dans l'indifférence générale. Lorsque se tient à Genève, en février 1979, la première Conférence mondiale sur le climat afin de discuter d'un changement climatique provoqué par les émissions de gaz à effet de serre, les quelque 350 experts rassemblés, venant d'une cinquantaine de pays, savent déjà tout, et appellent à « agir d'urgence »… Leurs travaux, auprès des écologistes, passent totalement inaperçus. Aux États-Unis, le nouveau président de Friends of The Earth, Rafe Pomerance, qui tente de relayer les inquiétudes des scientifiques, se heurte à un mur : « Il s'est activé pour que le changement climatique soit mis en haut des priorités, mais le reste des Amis de la Terre était trop antinucléaire… », se souvient Brice Lalonde. Pomerance sera poussé vers la porte quelques années plus tard, après avoir échoué à lancer l'alerte. En cette année 1979, donc, alors que les scientifiques parlent du climat à Genève, les écologistes français organisent un jour du Soleil, se mobilisent contre la voiture et pour les pistes cyclables, peaufinent leurs argumentaires antinucléaires… ignorant superbement les données de la science, dont ils n'ont alors même pas connaissance.

À lire aussi : **P.** **Europe du nucléaire : en arrière toute ?**

Quand le principe de précaution nourrit le complotisme

Michel Barnier comprend-il seulement la portée réelle de la grande loi qu'il défend en 1995, en tant que ministre (de droite !) de l'Environnement ? Les services du ministère, qui l'ont rédigée, souhaitent y intégrer les grands « principes », « concepts » et « déclarations » généraux acceptés par la France dans les instances internationales, afin de leur donner force de loi. Nicolas Hulot, « un bon copain », comme Corinne Lepage qu'il consulte, y sont plus que favorables. La directrice de cabinet du ministre, ancienne présidente de l'Ademe (et qui deviendra en 2017 directrice de cabinet de Nicolas Hulot), Michèle Pappalardo, valide l'ensemble. Adopté sans réelle opposition, le texte ouvre pourtant une véritable brèche, en introduisant pour la première fois le principe de précaution dans la loi. […] Deux ans plus tard *[en 1998]*, Corinne Lepage, qui a brièvement succédé à Michel Barnier à l'Environnement avant de redevenir avocate, s'en saisit : pour la première fois, au nom du principe de précaution, l'avocate de Greenpeace obtient du Conseil d'État l'interdiction de la commercialisation en France du premier maïs OGM destiné à être mis en culture par l'entreprise Novartis. « Ce coup d'arrêt a sonné le glas des OGM cultivés en Europe », dira-t-elle des années plus tard. […] C'est sans doute le plus grand paradoxe de ce principe dévoyé, mal compris, et sa plus grande dérive : l'idée noble d'un « principe de responsabilité » devant guider l'action publique s'est muée en un « principe médiatique », constatent les sociologues Gérald Bronner et Étienne Géhin dans un ouvrage analysant au scalpel les conséquences du « précautionnisme » qui s'est

insinué, par ce droit, dans tous les rouages de la société française. [...] En entretenant le mythe d'un « risque zéro » que la science ne pourra jamais garantir, le principe de précaution conduit à prendre des décisions fondées sur la peur, « collectivement irrationnelles », tout en nourrissant le complotisme qui prospère sur la disqualification des experts. L'interdiction des OGM, à l'innocuité aujourd'hui avérée, et meilleurs espoirs de réduire drastiquement l'utilisation des pesticides ou de lutter contre les effets du réchauffement climatique, en est sans doute l'exemple le plus éclatant.

À lire aussi : **Michel Barnier, le plus écolo des Premiers ministres**

La sortie allemande du nucléaire, une colossale tartuferie !

Le 15 avril 2023, lorsque sont fermées outre-Rhin, en pleine crise énergétique, les trois dernières centrales nucléaires encore en activité, des militants écologistes célèbrent l'événement comme une fête, Greenpeace déployant ses banderoles devant les caméras venues du monde entier, à l'est de la porte de Brandebourg. À l'ouest de la même porte, les défenseurs du climat – peu nombreux – sont en deuil... Ils savent, eux, que pour compenser les centrales nucléaires l'Allemagne recrachera dans l'atmosphère, chaque année, 30 millions de tonnes de CO_2 qu'elle aurait pu éviter. [...] Le caractère totalement utopique du discours tenu depuis des années par les partisans de l'*Energiewende[transition énergétique allemande]* a toujours sidéré les scientifiques. Pour une raison simple, évidente, dictée par les lois de la physique : quand le vent ne souffle pas, une éolienne ne peut pas produire, et les batteries qui permettraient de stocker massivement l'électricité générée aux moments où on ne la consomme pas, pour la restituer plus tard, n'existent tout simplement pas. Et elles n'ont aucune chance – réellement aucune ! – d'exister d'ici à 2050 : le plus grand centre de stockage au monde, en Californie, ne permet aujourd'hui de stocker que 0,0016 TWh, quand la consommation électrique d'un seul jour d'hiver, dans la seule France, atteint 1,5 TWh. Près de 1 000 fois plus ! Dans les faits, l'*Energiewende* a consisté à substituer au nucléaire des centrales au gaz, tout en maintenant un parc important de centrales à charbon, avec la promesse lointaine de les fermer en 2038 – promesse à laquelle aucun scientifique ne croit, ni n'a jamais cru. Aujourd'hui, le gouvernement allemand a adapté son discours, prétendant pouvoir se passer de gaz en 2050 en lui substituant un « hydrogène vert ». Avec quelle électricité sera fabriqué cet hydrogène, comment sera-t-il transporté, à quels volumes ? Mystère...

À lire aussi : **Nucléaire : la Chine s'envole, l'Allemagne s'effondre**

Le Grenelle de l'effet de serre

Le Grenelle va offrir aux antinucléaires et aux tenants d'un système décroissant une formidable caisse de résonance, au moment où la compétence « énergie » échappe à Bercy

pour rejoindre le ministère de l'Écologie. Sans la moindre connaissance du sujet, Borloo laisse les clés du Grenelle aux ONG, et à son administration – son chef de cabinet, Jean-François Carenco, sera d'ailleurs remercié par François Hollande, qui le nommera cinq ans plus tard à la tête de la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Yannick Jadot, alors directeur des campagnes de Greenpeace, le RAC, Générations futures… Tous y participent, et posent les jalons de toutes les politiques qui seront mises en œuvre les quinze années suivantes – et préparent toutes les impasses. Aucune étude n'appuie les décisions de tripler la surface de l'agriculture biologique, de réduire de moitié les produits phytosanitaires, de diviser par quatre les émissions du pays d'ici à 2050… Et si le nucléaire ne fait officiellement pas partie des discussions, un accent particulier est mis sur les alternatives, des objectifs ambitieux de développement de la biomasse et des renouvelables étant gravés dans le marbre. Le secteur gazier est particulièrement choyé : on compte sur lui pour remplacer l'électricité, notamment des logements. Le patron de Suez […], Gérard Mestrallet, est de toutes les discussions. « C'était un remarquable lobbyiste, et son entreprise a détaché des gars pour écrire les textes », raconte un acteur de l'époque. « À partir de cette date, on ne parle quasiment plus de nucléaire, confie l'un des dirigeants d'EDF. […] Pour faire plaisir à Nicolas Hulot, Jean-Louis Borloo présente en 2008 un Plan national de développement des énergies renouvelables et consacre l'objectif de porter à 23 % la part de ces ENR (énergies non renouvelables) dans la consommation d'énergie à l'horizon 2020. […] Dix ans plus tard, la France, qui a manqué de peu l'objectif, sera condamnée par Bruxelles à payer 500 millions d'euros de pénalités, alors que son électricité est l'une des plus décarbonées d'Europe – et huit fois moins polluante que l'électricité allemande. « À aucun moment il n'a été question de climat. Les renouvelables devaient remplacer l'électricité nucléaire déjà décarbonée ! » hallucine un membre du gouvernement.

À lire aussi : **Convention citoyenne pour le climat : et après ?**

Notre-Dame-des-Landes, tout ça pour ça !

La ZAD ne pouvait pas être critiquée. Elle concrétisait une utopie. Benoît Hamon a résumé dans un tweet du 9 avril 2018 le mantra des écologistes à propos de ce dossier : « à Notre-Dame-des-Landes, des femmes et des hommes veulent faire naître un autre modèle agricole, écologiste et paysan ».

Cette idée qu'il existe une alternative désirable à l'agriculture moderne est un pilier de la pensée des Verts. Ils croient possible de développer un système affranchi des phytosanitaires de synthèse, basé sur des exploitations de petites tailles, faiblement mécanisées, libérées de la course au rendement, voire de la recherche du profit. En résumé, un monde paysan bucolique et anticapitaliste, aux antipodes de l'agro-industrie. La ZAD de Loire-Atlantique, dans cette perspective, avait une importance cruciale. C'était le prototype d'un monde nouveau, la preuve de concept.

La règle fondamentale du film d'épouvante est de suggérer sans jamais trop montrer. L'agro-industrie, monstre écologique, doit rester dans le flou pour faire peur. À partir de combien d'hectares, de combien de têtes de bétail peut-on parler d'agro-industrie ? Selon Youlie Yamamoto, porte-parole de l'association Attac, indéfectible soutien des zadistes puis des Soulèvements de la terre, ce n'est pas une question de taille, mais d'état d'esprit. « Toute agriculture tournée vers la recherche du profit » serait industrielle, et donc condamnable, nous a-t-elle expliqué. Dans une tribune publiée par *Libération* le 1er février 2024, Kamel El Hilali disait la même chose avec d'autres mots. Il appelait de ses vœux « la création d'une fonction publique agricole ». Il est docteur en droit, alors que Youlie Yamamoto est juriste dans l'administration des impôts. L'un comme l'autre ne savent manifestement pas de quoi ils parlent (toutes les expériences de collectivisation des terres se sont soldées par des échecs catastrophiques), mais ils le font avec beaucoup d'assurance, car le feuilleton de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a incrémenté une idée dans les esprits : l'autre agriculture, autogérée, vierge de tout péché environnemental et financier, est là, à portée de bêche, au coin du champ.

Six ans après l'abandon du projet, la réalité, pourtant, est facile à vérifier. Ce contre-modèle n'a jamais existé à Notre-Dame-des-Landes. Les théoriciens de la ZAD, les élus écologistes et les médias qui les soutenaient ont délibérément travesti les faits, démesurément exagéré la portée des modestes démarches alternatives en cours. Plus grave, ils ont tous évoqué sur le mode de la litote les graves incidents et le climat de tension qui pesaient sur la pseudo contre-société zadiste.

Nous sommes retournés sur place à l'hiver 2024. Les maires des communes de Notre-Dame-des-Landes et de Vigneux de Bretagne donnaient une conférence de presse, le 1er février. Jean-Paul Naud et Gwënola Franco étaient tous deux confrontés à une situation explosive, héritage des clivages historiques de l'opposition à l'aéroport.

[…] Une trentaine d'anciens zadistes se sont intégrés à la vie locale. Ils mènent à bien des projets d'agriculture ou d'élevage, pas forcément bio. Ils sont affiliés à la mutualité sociale agricole. Ils vendent leur production dans le système marchand. Ils aiment les circuits courts, mais c'est désormais le cas de beaucoup de professionnels de la terre. Ils ont signé des baux de longue durée avec le conseil départemental, propriétaire du foncier. L'idée souvent évoquée de racheter les terres et de les collectiviser, comme l'a fait la Société civile des terres du Larzac dans les années 1980 après l'abandon d'un projet d'extension d'un camp militaire, ne s'est pas concrétisée. Les ex-zadistes devenus paysans s'en accommodent fort bien, le conseil départemental n'est pas le pire des bailleurs.

À lire aussi : P. **Que sont les zadistes de Notre-Dame-des-Landes devenus…**

L'administration, experte en immobilisme

L'accélération de la transition écologique a vu se multiplier, sur le terrain, blocages incompréhensibles, brimades et crispations. Les instances chargées de la mettre en œuvre seraient-elles « infiltrées » par la mouvance écolo ? Pour les anciens ministres que nous avons rencontrés, c'est une évidence – même s'il faut souligner que ce ministère tentaculaire est soumis à toutes sortes d'influences. […] Lorsqu'il prend conscience, en 2018, des problèmes majeurs que commencent à créer des pénuries d'eau de plus en plus fréquentes, François de Rugy lance des Assises de l'eau, convoque les 13 Dreal et leur fait « une commande simple : que chacune [lui] présente un projet sur l'eau et l'adaptation au changement climatique ». Les administrations font grise mine. « À l'époque, il était très mal vu de parler d'adaptation, les écolos pensaient que ça voulait dire qu'on avait renoncé à lutter contre les causes. » Mais alors qu'il s'attend à ce qu'on lui soumette des solutions concrètes, soit de stockage de l'eau, soit de recyclage… rien n'arrive. […] Les Dreal *[direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement}* ne bougent pas d'un pouce. Les assises se concluront par un accord signé avec les ONG, qui prévoit… de ne rien faire, hormis de vagues campagnes pour prôner la sobriété. […] François de Rugy ne parviendra jamais à faire amender la loi Littoral pour permettre le développement des énergies renouvelables sur les territoires qui y sont soumis : la haute administration refusera de travailler le sujet, au motif que « le ministère a toujours été contre, on ne touche pas à la loi Littoral ». « Résultat ? On n'a toujours pas de panneaux solaires à l'île d'Yeu, et, sur l'île d'Ouessant, on transporte du fioul par bateau pour alimenter la centrale électrique. » Les conseillers d'Agnès Pannier-Runacher, alors ministre déléguée chargée de l'Énergie, vont livrer un bras de fer de six mois pour obtenir que la distance réglementaire entre deux rangées de panneaux photovoltaïques soit de 2 mètres, et non de 3 mètres, comme l'administration l'exigeait au nom de la préservation de la biodiversité. « Ils nous ont sorti des études farfelues qui ne prouvaient rien du tout », raconte un ancien conseiller. […] D'autres ministres voient carrément leurs textes modifiés, sans même qu'ils en soient avertis. Fin décembre 2023, une disposition aberrante, ajoutée dans le brouillon du projet de loi d'orientation agricole, est retirée de justesse : elle voulait obliger les agriculteurs à réaliser des analyses de sol sur toutes leurs terres, à l'échelle cadastrale… Alors qu'il y a 92 millions de parcelles ! « Dans quel esprit malade a pu naître une telle idée ? » enrage un ancien conseiller.

À lire aussi : Comment faire face au dérapage de la « dette climatique » ?

À NE PAS MANQUER

Kervasdoué – La mort lente de l'agriculture française

Les nouveaux obscurantistes

EPR de Flamanville : le 57e réacteur français s'éveille avec 12 ans de retard

Ce service est réservé aux abonnés. S'identifier

Commentaires (22)

Kristien 11-12-2024 • 06h48

Nous sommes de plus en plus nombreux à en avoir plus qu'assez des leçons débitées par les médias bien-pensants et mépris... Lire plus

---

chouette33 24-09-2024 • 00h12

Merciiii

---

llouis 21-09-2024 • 09h30

En entendant les débats actuels sur pour ou contre un ministère de la laïcité, de l'immigration, je me suis interrogé su... Lire plus

---

Voir les commentaires suivants

Abonnement
L'édition de la semaine
La boutique
L'application mobile
Les newsletters

À PROPOS

Expérience Le Point
Tutoriel Vidéo
Publicité
Le Point Stories
Nous sommes OJD
Les forums du Point

LIENS UTILES

Nous contacter
Nos journalistes
Archives
FAQ
Plan du site

SUIVEZ-NOUS

